

Libéralisme, populisme et besoin de dépassement du capitalisme

Yves Dimicoli

Le populisme n'est pas que d'extrême droite, ni même que de droite. Il existe un populisme de gauche et d'extrême gauche, anti-libéral, qui se présente comme contestant le capitalisme. En témoigne, par exemple, l'idée « d'interdire les licenciements » ou bien encore celle, proposée naguère par Nikonoff, de « réquisitionner les dividendes »...

1 - Caractérisation du phénomène populiste :

Je suis assez favorable à l'analyse de Guy Hermet « Les populismes dans le monde » (Fayart, 2001) et « La trahison démocratique » (Flammarion, 1998) : « le populisme n'est pas une idéologie, c'est un registre politique, car il propose des solutions politiques radicales ou rapides, il est dépourvu d'une vision du monde cohérente (...). Pour lui la construction d'un modèle rationnel n'est pas à l'ordre du jour. Partant du principe que le peuple a toujours raison, les populistes simplifient les problèmes politiques, économiques ou sociaux jusqu'à la caricature ».

Le populisme serait ainsi un registre politique permettant « une captation unilatérale et en leur état brut des préjugés individuels d'une masse de plus en plus considérable des gens (...) préjugés individuels que les populistes transforment en mythe collectif... » D'où l'extrême importance des médias et de leur utilisation.

Il y a dans le populisme une façon de nier ce qui à un moment donné apparaît « comme le code normal de la politique » en déclarant que tout est possible dans l'instant, en recourant à des solutions prétendument radicales, mais qui font surtout écho, de façon démagogique, à

des idées reçues accompagnant la souffrance et l'exaspération de catégories de populations vulnérabilisées qui ne comprennent pas les causes de leurs difficultés.

Cela s'illustre particulièrement par la proposition du FN de « préférence nationale » en matière d'emploi. En réalité cette « préférence » existe déjà largement sur le marché du travail, le taux de chômage des travailleurs immigrés ou issus de l'immigration étant beaucoup plus important que celui des travailleurs « français de France ».

Cependant, il paraît difficile aujourd'hui de prendre

pleinement la mesure du populisme sans voir son lien construit avec le libéralisme, c'est à dire une conception de l'Etat et de l'intervention d'Etat au service du marché.

2 - Le populisme dans la rivalité entre les libéralismes :

Raffarin cherche, plus que tout autre, à rassembler de façon populiste petits salariés et petits patrons pour une politique mettant encore plus l'Etat au service du marché (libéralisme). Ainsi, c'est au nom de la « valeur travail » qu'il met en cause les 35 heures, en portant à 180 heures, au lieu de 130 heures le contingent annuel d'heures supplémentaires : ce serait là le moyen, assure-t-il, de répondre à ceux qui veulent pouvoir travailler plus pour gagner plus...

De même, il n'hésite pas à stigmatiser la « financiarisation » de l'économie, mais pour faire admettre une « régulation » de la Bourse dont il rappelle qu'elle est indispensable pour....pouvoir privatiser Air France. On pourrait encore citer la campagne qui, à l'instigation du Medef et de la droite, se développe dans les grandes et petites entreprises industrielles où les salaires sont bloqués et particulièrement bas pour les catégories faiblement qualifiées.

Cette campagne, extrêmement pernicieuse, cherche à canaliser la montée de la protestation salariale, après 5 années de gel des salaires (en liaison notamment avec la mise en œuvre des 35 heures), en stigmatisant les Rmistes et les chômeurs, rendus coupables de leur situation, et dont la protection sociale par la nation expliquerait le poids des charges patronales s'opposant à un relèvement possible des bas salaires. Cela participe de l'énorme effort pour justifier l'amplification des baisses de cotisations sociales patronales, après que Jospin les ait portées au niveau record de 18 milliards d'euros par an. Cela vise aussi à préparer, au nom de la « valeur travail » le passage à des programmes de travail quasi obligatoire favorisant les bas coûts salariaux de main d'œuvre pour nombre d'entreprises.

La droite avec Raffarin cherche ainsi à doubler le social-libéralisme du gouvernement Jospin, et du PS avec Fabius

CETTE
INSÉCURITÉ
SOCIALE
MASSIVE EST
CONGÉNITALE
DU
CAPITALISME
DE MARCHÉ
FINANCIER



Cela s'illustre particulièrement par la proposition du FN de « préférence nationale » en matière d'emploi

et D. Strauss-Khan, sur le libéralisme et à le battre par le populisme. Son libéralisme vise à une plus grande efficacité de l'Etat au service du marché en mettant en cause de façon conséquente les mécanismes de correction du marché par l'Etat social-démocrate, tous en crise avérée et lourdement consommateurs de deniers publics et de prélèvements sociaux.

Mais le PS dominé par le social-libéralisme n'échappe pas non plus, semble-t-il, à la tentation populiste. Le PARE qui culpabilise les chômeurs et ouvre, dans certains cas, la porte au travail obligatoire, n'a-t-il pas été adopté par L. Jospin au nom, prétendument, du retour à l'emploi des chômeurs, y compris avec la formation ? De même, n'est-ce pas au nom de la lutte contre une « société d'assistance » et pour une « société de travail » que L. Jospin a fait importer en France un dispositif d'impôt négatif intitulé « prime pour l'emploi » favorisant l'acceptation par des chômeurs et Rmistes d'emploi à très faible coût salarial ?

Et n'est-ce pas le gouvernement Jospin qui, avec L. Fabius, a lancé un programme de réduction massive des charges sociales patronales mais aussi d'impôts (impôt sur le revenu et taxe professionnelle notamment) au nom même d'une lutte contre le « trop de prélèvements obligatoires » et d'une « nouvelle alliance » allant des exclus aux entrepreneurs ? L'ensemble a contribué à une profonde déréglementation du marché du travail et une pression accentuée contre les dépenses publiques et la protection sociale.

Mais le recours du PS au registre populiste a changé de vitesse à propos des questions de sécurité des biens et des personnes avec la rivalité engagée sur ce thème, pendant la campagne pour l'élection présidentielle, entre les candidats Jospin et Chirac, ce dernier bénéficiant de plusieurs longueurs d'avance.

Il y aurait donc une rivalité sur le libéralisme entre la droite flanquée de l'extrême droite et le PS de L. Fabius-

D. Strauss-Khan avec, au cœur, une obsession (commune depuis le ralliement de Jospin à « l'économie de marché ») de baisse du coût salarial de l'emploi et d'encouragement du marché et des placements financiers. Une obsession qui génère une terrible insécurité sociale.

Cette insécurité sociale massive et proliférante est congénitale du capitalisme de marché financier. Elle multiplie les rejets, engendre d'importantes décohésions sociales et territoriales, maintient sous pression les coûts salariaux avec le chômage et la précarité. Tout cela s'avère gravement contradictoire avec les exigences et les aspirations d'un développement de toutes les capacités humaines avec la Révolution informationnelle.

Ne trouve-t-on pas ces antagonismes à la base des difficultés grandissantes de gouvernance du local au mondial, de l'entreprise à l'Etat et à toute la société ?

Mais cela n'est-il pas aussi au cœur du développement des phénomènes de violence et d'incivilité, avec la perte de légitimité et d'efficacité des dispositifs et modèles d'intégration au système, qui finissent par ajouter à l'insécurité sociale permanente l'insécurité des biens et des personnes ? Si l'insécurité sociale peut paraître fatale avec la mondialisation des marchés, plus anonyme et « naturelle » que jamais, et l'individualisme qui rend les travailleurs responsables de leurs conditions, l'insécurité des personnes et des biens peut, elle, être imputée à des personnes repérables, des comportements coupables. L'origine des maux peut avoir un visage, pour peu qu'on ait la volonté de la débusquer et de la réprimer.

Le recours au registre populiste, pour rassembler sur des politiques visant, avant tout, à mettre toujours plus l'Etat au service du marché, a été très encouragé par la rivalité entre droite et sociaux-libéraux sur l'insécurité des biens et des personnes. Mais il plonge ses racines dans le consensus sur « l'économie de marché » financier et son insécurité sociale considérée comme une conséquence « naturelle » de ce modèle d'organisation dont l'effondrement de l'URSS aurait définitivement confirmé le caractère indépassable.

Il ne resterait plus alors comme facteur de différenciation, de bi-polarisation et d'alternance, d'un côté, le refus de la « société de marché » avec un Etat se présentant comme plus ou moins correcteur des excès du marché et, de l'autre côté, le refus de la « société d'assistance » avec un Etat se présentant comme plus ou moins stimulateur de l'initiative privée décentralisée.

Dans quelle mesure, d'ailleurs, l'écho populiste à la souffrance et aux peurs engendrées par l'insécurité des biens et des personnes ne vise-t-il pas aussi à faire accepter un rationnement des moyens pour la plus part des humains et un redéploiement des priorités, au service des capitaux, faisant reculer la protection sociale et ouvrant la voie de la « révolution conservatrice » exigée par le Medef ?

Dans quelle mesure la thématique populiste de la « lutte contre l'insécurité » ne vise-t-elle pas, en d'autres termes, à faciliter la gouvernance d'une société grosse de protestation sociale car y priment l'insécurité sociale et la sécurisation primordiale des rendements et placements financiers ? Cette rivalité sur le libéralisme entre un PS actuellement blairisé et la droite populiste de Chirac-Raffarin serait au cœur de la bi-polarisation de la vie politique et de la recherche d'une construction bi-partisane s'accommodant d'un important volant d'abstentionnistes. En

aucun cas, bien sûr, une telle hypothèse reviendrait à assimiler le PS à la droite, et à se résigner à sa dérive social-libérale.

Au contraire, elle ne rend que plus nécessaire un apport communiste original, pleinement autonome et rassembleur à gauche sur l'analyse des causes des difficultés et sur les solutions, pour lutter contre cette dérive sociale-libérale. C'est indispensable pour ouvrir, à partir des luttes immédiates, une alternative anti-libérale de dépassement, avec une gauche, et un PS en son sein, qui en seraient émancipés.

Le recours au registre populiste peut aussi guetter le Parti communiste sous l'aiguillon du populisme anti-libéral des formations d'extrême-gauche ou d'acteurs du « mouvement social ». Mais il peut le guetter aussi sous l'aiguillon des efforts de récupération -média à l'appui- de la souffrance des couches populaires les plus soumises à l'insécurité des biens et des personnes. Mais ne nous a-t-il pas aussi menacé sous l'aiguillon de la pression sociale-libérale sur la baisse des charges sociales patronales - pour les PME notamment- au nom de l'emploi avec des dispositifs d'accompagnement du chômage pour baisser les coûts salariaux, des C.E.S aux emplois-jeunes ?

3 - Dimensions nouvelles du populisme : Monde et Europe :

On voit de partout progresser des forces politiques recourant systématiquement, à droite ou à gauche, au registre du populisme. En Europe cela s'est développé avec l'exaspération sociale des alternances politiques débouchant sur une accentuation continue des difficultés pour les salariés et leurs familles. La social-libéralisation des partis sociaux-démocrates européens accouche de sociétés où les conquêtes de la protection sociale et d'entreprises publiques pouvant, réformes aidant, assumer une responsabilité pour l'emploi, la formation, la santé, l'éducation, la culture, l'accès sur tous les territoires à des services publics de qualité, sont gravement mises en cause. Elle a conduit au retour de droites populistes, beaucoup plus agressives, capables de phagocyter ou de contenir l'extrême droite. Ces droites populistes se prévalent de l'inefficacité sociale grandissante des mécanismes de correction social-démocrate du marché - très accentuée avec la construction européenne et la mondialisation actuelles - pour récupérer les souffrances et frustrations qu'elles engendrent, au service d'une politique ultra-libérale.

Cette alternance pour le marché, sans perspective d'alternative de dépassement du marché, s'accompagne de l'essor de mouvements de protestation anti-libéraux, aiguillonnés eux-mêmes par des forces ou des individus recourant au registre populiste. Ils tendent surtout, au mieux et pour l'heure, à demander aux Etats de rétablir des dispositifs de correction sociale des marchés, y compris avec la nostalgie de social-démocraties à l'ancienne, d'avant l'ampleur prise par le marché financier et la mondialisation avec les nouvelles technologies.

Ces mouvements, par exemple, mettent en avant la revendication très populaire de défense du service public ou de promotion de la gratuité, comme autant d'exceptions à l'économie de marché financier à la domination de laquelle, par ailleurs, ils n'opposent aucune alternative de dépassement. Ils laissent aussi, par exemple, de côté l'exigence de nouvelles entreprises publiques visant un grand

but social - la sécurisation de l'emploi et de la formation par exemple -. Et en pratique ils laissent gagner la privatisation en refusant de faire investir par l'entreprise publique quatre champs essentiels de renouvellement :

a) celui de l'appel à de nouveaux financements : un crédit sélectif pour l'emploi-formation, au lieu du recours au marché financier ;

b) celui de nouvelles coopérations très intimes : de co-développement et de partage, et, non de guerre économique et de domination ;

c) celui de nouvelles gestions : d'efficacité sociale et non de rentabilité financière ;

d) celui de nouveaux pouvoirs : d'intervention des salariés et des usagers pour orienter ces gestions et non d'intégration aux gestions capitalistes.

Le non-investissement de ces champs de renouvellement des entreprises publiques et le cantonnement à la seule défense du service public, peut contribuer à consolider l'idéologie libérale de la concession de service public au privé et l'avancée, en pratique, des privatisations. Ces mouvements mettent aussi en avant la revendication très populaire de taxer la spéculation ou celle, très populaire et vécue comme radicale, d'annuler la dette du tiers monde, le tout renvoyant, à chaque fois, à des décisions d'Etat. Mais cela sans du tout poser, avec des propositions, la nécessité d'une alternative au marché financier ; ce que permettrait l'appel à un crédit sélectif à très bas taux d'intérêt pour l'emploi-formation adossé à une nouvelle création monétaire partagée des Banques Centrales. Cela impliquerait notamment une réorientation de la BCE et de l'euro à propos desquels ces mouvements sont curieusement si muets.

Mais ces mouvements ne posent pas non plus, avec des propositions concrètes, la nécessité de faire reculer l'hégémonie du dollar et réorienter le FMI et la Banque mondiale, avec la visée d'une monnaie commune mondiale de coopération. Il est vrai qu'ils n'avancent pas non plus de propositions concrètes tendant à transformer les relations banques-entreprises pour sécuriser l'emploi, la formation, un développement durable, avec des droits et pouvoirs d'intervention des salariés, des citoyens, des élus pour changer l'utilisation des profits, des crédits et des fonds publics.

Bref, ces mouvements protestataires importants, aiguillonnés par des forces recourant au registre du populisme anti-libéral, ne portent pas, pour l'heure, de contre-propositions permettant de répondre à des exigences immédiates en s'inscrivant dans une visée de dépassement des marchés. Enfermés dans l'illusion étatiste de correction des marchés ils peuvent se faire récupérer.

Enfin, il y a l'hyper-impérialisme des Etats-Unis, leur hégémonie étouffante aux plans économique, militaire et culturel. Avec les pouvoirs exorbitants du dollar - seule monnaie à la fois nationale et mondiale - ils poussent de partout la domination des marchés financiers et le modèle anglo-saxon ultra-libéral qui accentuent l'insécurité sociale et violentent les cultures nationales dans le monde entier. Cela engendre de partout de formidables protestations, particulièrement dans les pays les plus vulnérables où elles peuvent être captées sur un registre populiste par les nationalismes ou les tenants d'idéologies religieuses, voire nihilistes jusque dans le terrorisme. Les événements du 11 septembre 2001, au-delà de l'horreur, n'on-t-il pas aussi servi de tremplin à l'hyper-impé-

rialisme des Etats-Unis pour faire de la lutte contre le terrorisme un argument pour la gouvernance d'un monde qui n'en peut plus de ses hégémonies, cherchant à récupérer de façon populiste les peurs et les racismes engendrés par le terrorisme d'Al Qaïda. Car il s'agit bien pour Bush de fortifier et faire accepter une intervention massive de l'Etat américain et du G8 au service de Wall-street confronté au risque de krach, au service du dollar confronté au déficit extérieur gigantesque des Etats-Unis ; bref, au service d'un marché mondialisé dominé par les multinationales et la culture américaine, par des réseaux financiers capables de continuer à drainer vers les Etats-Unis l'argent et les ressources humaines du monde entier.

Mais comment résister si on refuse de voir en pratique tout le rôle nouveau que pourrait jouer l'Europe pour commencer à désintoxiquer le monde de la finance et du dollar en sécurisant l'emploi, la formation et un développement durable. L'Europe pourrait viser une nouvelle grande alliance avec les pays émergents et en développement, comme l'envisage Paul Boccard, au lieu de chercher à rafistoler une alliance fondatrice et exclusive avec des Etats-Unis qui, désormais, entendent contrôler directement toutes les dimensions de son développement. Mais comment le peut-elle si elle demeure prisonnière d'une façon de se construire qui accorde la priorité au marché financier au lieu de l'accorder à l'emploi, la formation, la promotion de son modèle pluraliste de développement social et culturel ?

Enfermée dans la visée d'une construction de partage de la domination du marché mondial avec les Etats-Unis, l'euro servant à rivaliser avec le dollar dans la captation des capitaux financiers, l'Europe ne peut se tourner vers le monde. Et cela est très contradictoire avec sa prétention à intégrer désormais des pays d'Europe centrale et orientale. Transformée en champ clos pour la guerre économique, elle devient un facteur d'insécurité sociale et de déstabilisation mondiale.

Prétendre résister à la domination américaine sans chercher à orienter autrement la construction européenne peut conduire à la mobilisation d'une tradition populiste anti-américaine et nationaliste contradictoire avec les exigences de dépassement.

Conclusion : le populisme expression des carences d'alternative de dépassement du capitalisme :

Le chômage et l'insécurité sociale, leur rapport à la sécurité civile et militaire constituent un terrain idéal pour toutes les démagogies populistes, particulièrement celles qui servent à rabattre vers des solutions libérales avec le travail plus ou moins obligatoire à bas coût et la répression sécuritaire. Mais ce peut être aussi un terrain de mobilisation très large contre le marché financier, toutes les dominations, et pour une sécurisation de l'emploi, de la formation, de l'accès à la culture, du développement durable. Et cela, alors, n'exige-t-il pas d'opposer à la tentative populiste libérale ou anti-libérale une démarche articulant luttes immédiates et projet transformateur visant en pratique un dépassement du marché capitaliste.

Le niveau de l'entreprise ou du bassin d'emploi ou de la région paraît tout à fait essentiel. C'est là que se construit

le consensus de gestion qui fatalise le marché et l'illusion de sa correction étatique. C'est donc dès ce niveau que s'enracine le désespoir de la politique ou l'espoir de la changer par l'intervention citoyenne conditionnant une réorientation des interventions de l'Etat. C'est dès ce niveau que le besoin de changements radicaux est capté vers la caricature populiste de solutions de division des travailleurs au lieu de les aider à se rassembler pour maîtriser et commencer à dépasser les marchés.

Le glissement à droite des idées contre les idéaux de partage et de solidarité s'enracine en partie dans l'anti-étatisme qu'engendre la crise du CME, la crise de l'« Etat providence » et dans les impasses auxquelles conduisent les dérives sociales-libérales. Mais il résulte aussi de la perversion d'aspirations émancipatrices et autogestionnaires qui grandissent avec la révolution informationnelle, de la perversion du besoin de mobilité dans la sécurité et de promotion de soi-même avec l'appel à la formation tout au long de la vie et un plein accès à la culture.



Le populisme, dans ses manifestations libérales comme anti-libérales, n'exprime-t-il pas la poussée d'un besoin populaire de radicalité des réponses ? Besoin qui serait perverti au profit d'illusions étatiques ou d'un anti-étatisme conservateur parce qu'il n'arrive pas à faire jonction, dans les luttes, avec un projet révolutionnaire de dépassement du capitalisme et de son couplage aliéné entre l'Etat et le marché.

Dans ce cas, on mesure la responsabilité d'un apport vraiment révolutionnaire et rassembleur du PCF visant un objectif social radical dans une construction politique articulant les moyens financiers et les pouvoirs nécessaires, avec la promotion de valeurs nouvelles d'inter-créativité et de partage des savoirs, des pouvoirs et de toutes les informations. Avec aussi l'essor d'une culture non-délégitaire d'intervention et de délibération citoyennes. L'enjeu de la construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation, du local au mondial, à partir des chantiers immédiats de transformation de la situation de tous les chômeurs et précaires paraît constituer une voie d'avenir pour résister aux tentations populistes et ouvrir une véritable alternative aux libéralismes n.